

20 déc 2002 -16:00

Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 20 décembre 2002.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 20 décembre 2002, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 20 décembre 2002, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Premier Ministre a tout d'abord mis en évidence une série de décisions sur le plan fiscal ainsi que sur le plan social. Il a rappelé à cette occasion que la réforme des impôts, tant pour les particuliers que pour les sociétés, étaient deux des quatre piliers de la déclaration de politique fédérale. Le Conseil des Ministres a aussi approuvé un troisième pilier de cette déclaration exécutant l'accord interprofessionnel. En ce qui concerne le quatrième pilier, à savoir la simplification administrative, des projets sont en cours d'approbation au Sénat et d'autres décisions ont été prises par le Conseil des Ministres, notamment en ce qui concerne la Banque-carrefour des entreprises. Le Conseil des Ministres a encore approuvé un contrôle plus strict du commerce du diamant ainsi que les conditions pour que l'Agence pour le Commerce extérieur soit opérationnelle dès le 1er janvier prochain. Voici le résumé de toutes les décisions prises par le Conseil des Ministres :- la continuation et le renforcement de la capacité opérationnelle pour le traitement d'images satellitaires (communiqué 1);- un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions, relatif à la création de l'Agence de l'Information Patrimoniale (AIP) (communiqué 2);- un avant-projet de loi concernant la modernisation de la taxe d'affichage et des modes de paiement du droit de timbre (communiqué 3);- un avant-projet de loi visant à modifier le Code de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée), applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et aux services fournis par voie électronique (communiqué 4);- un projet d'arrêté royal concernant la structure et les taux des droits d'accise sur les huiles minérales (communiqué 5);- un projet d'arrêté royal modifiant le régime fiscal des cigarettes et du fuel lourd à basse teneur en soufre (communiqué 6);- trois projets d'arrêtés royaux instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (communiqué 7);- une série d'amendements fiscaux au projet de loi relatif aux pensions complémentaires (communiqué 8);- un projet de loi concernant la banque- carrefour des entreprises, la modernisation du registre de commerce et les guichets d'entreprises agréés, dénommé projet de " loi BCE " (communiqué 9);- un projet de loi et des projets d'arrêtés royaux concernant l'exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004. (communiqué 10)- un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel concernant la réglementation du chômage (résidence principale) (communiqué 12);- quatre projets d'arrêtés royaux portant affectation des montants versés aux Fonds de récupération du Maribel social (communiqué 13);- un projet d'arrêté royal concernant la promotion de la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée par les communes, dans le cadre de la politique de sécurité et de prévention (communiqué 14);- un projet d'arrêté royal portant dérogation à loi visant à promouvoir la présence équilibrée des hommes et des femmes dans les organes possédant une compétence d'avis (communiqué 16);- l'arrêté cadre pour la transposition des directives européennes 2001/12, 13 et 14 relatives à la libéralisation du fret ferroviaire sur l'ensemble du réseau international. Le marché sera ouvert le 1er mars 2003. (communiqué 18);- un avant-projet de loi sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales (communiqué 19);- le budget 2003 de la CREG (communiqué 20);- une série de projets de lutte contre la pauvreté, qui bénéficieront de la distribution des bénéfices de la Loterie Nationale pour l'exercice 2002 (communiqué 21);- deux projets d'arrêtés royaux concernant l'attribution, en 2002 et en 2003, de certaines recettes non-

fiscales au Fonds de vieillissement (communiqué 22);- un projet d'arrêté royal relatif aux mesures de contrôle du secteur du diamant (communiqué 23);- un avant-projet de loi visant à remplacer l'Institut belge de normalisation par un Bureau de normalisation (communiqué 24);- deux projets d'arrêté royaux relatifs au soutien fédéral aux Centres Collectifs, pour 2002 (communiqué 25-26).- rapport au Gouvernement de la Commission Interdépartementale pour la Coordination de la Lutte contre la Fraude (CICF) dans les secteurs économiques, année 2001 (communiqué 27) ;- les mesures d'accompagnement de la fermeture de la liaison par ferry Ostende-Douvres (communiqué 28);- un avant-projet de loi relatif au programme de réduction de la fracture numérique, en faveur des indépendants et de certains groupes de personnes à revenus limités (communiqué 31);- un projet d'arrêté fixant le budget global en 2002 des moyens financiers pour les prestations en matière de spécialités pharmaceutiques dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé (communiqué 33);- un avant-projet de loi concernant la psychothérapie en tant que profession de soins de santé autonome (communiqué 36);- deux projets d'arrêté royaux relatifs au Comité d'attribution du label écologique européen (communiqué 37);- un projet d'arrêté royal relatif au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (communiqué 38);- un projet d'arrêté royal relatif à la création d'un service social au sein de l'Afsca (communiqué 39);- un projet d'arrêté royal portant fixation d'une cotisation de santé (communiqué 40); - un projet d'arrêté royal transférant les biens, droits et obligations de l'OBCE à l'Agence pour le Commerce extérieur, à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale (communiqué 43).- L'intervention de la Régie des Bâtiments dans la gestion des conventions de bail établies en faveur de l'Office belge du Commerce extérieur (OBCE) (communiqué 44).- un projet d'arrêté royal étendant l'application de la loi portant création d'une Régie des Bâtiments au Centre fédéral d'expertise des soins de santé(communiqué 46);- la prorogation du contrat de bail à l'usage de la Cour du Travail de Gand, Brabantdam 33, " Complexe Braempoort" (communiqué 47);- un projet d'arrêté royal relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard, due par les titulaires de licences A, B, C et E (communiqué 48);- deux projets d'arrêtés royaux concernant l'attribution d'une allocation fédérale complémentaire à certaines zones police (communiqué 52-55);- un projet d'arrêté royal qui règle, pour l'année 2003, l'octroi et le versement de la " subvention fédérale de base " ainsi que d'une " allocation pour équipement de maintien de l'ordre public " à la commune ou à la zone de police pluricommunale et d'une " allocation contrat de sécurité et de société " à certaines communes, qui avaient conclu un tel contrat (communiqué 53);- un projet d'arrêté royal fixant les conditions et modalités relatives à la perception d'une rétribution pour des missions de police administrative par la police locale (communiqué 54);- un projet d'arrêté royal déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un "service minimum équivalent" à la population (communiqué 56);- un avant-projet de loi concernant la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultants des rayonnements ionisants,l'Agence fédérale de contrôle nucléaire et le transfert de certains agents du Service de la sûreté de l'Etat, dans le domaine de l'énergie nucléaire (communiqué 58);- un projet d'arrêté royal supprimant la limite territoriale imposée aux centres informatiques pour l'exécution des tâches auprès du Registre national des personnes physiques (communiqué 59);- la prolongation d'un contrat de consultance informatique au profit de la police intégrée (communiqué 60); - le projet d'arrêté royal portant création et composition des organes communs à chaque SPF (Communiqué 65);- deux projets d'arrêtés royaux concernant le Centre fédéral d'Expertise des Soins de Santé (communiqué 67);- un projet d'arrêté ministériel portant création du Service public fédéral (SPF) Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (communiqué 68);- un projet d'arrêté royal portant remplacement d'un membre de la Commission Interdépartementale de Développement Durable (CIDD) (communiqué 71);- le projet d'accord de coopération entre l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au quartier Léopold-Schuman (communiqué 73);- le financement, sur le budget 2002 du Spf Affaires étrangères, d'une série d'initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit(communiqué 77);- un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques

(communiqué 78);- un avant-projet de loi portant assentiment à l'extension du champ d'application de la Convention sur les armes conventionnelles et des protocoles y annexés portant sur les conflits internes (communiqué 79);- l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre l'Union européenne (UE), et ses Etats membres,et la République d'Afrique du Sud (communiqué 80); - un projet d'arrêté royal concernant l'allocation pour l'aide aux personnes âgées (APA) (communiqué div 1).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be